

LE MULTILATERALISME ET LES PRINCIPAUX ACTEURS INTERNATIONAUX RELATIFS A LA GOUVERNANCE

MULTILATERALISM AND THE MAIN INTERNATIONAL ACTORS RELATED TO GOVERNANCE

Noureddine NAJIH

Doctorant en sciences juridiques et politiques, Laboratoire de Recherche en Transition Démocratique

Université Hassan I – Settat

Résumé :

Cet article analyse le rôle du multilatéralisme et des principaux acteurs internationaux dans la promotion de la gouvernance, en mettant l'accent sur le cas du Maroc. Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le multilatéralisme constitue un cadre privilégié de coopération entre les États et les organisations internationales pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux à l'échelle mondiale. Dans cette perspective, le Maroc a renforcé son engagement en faveur de la coopération internationale à travers son adhésion à plusieurs conventions internationales et régionales relatives à la gouvernance, à la transparence, au développement durable et aux droits fondamentaux. L'étude examine, dans un premier temps, les principaux engagements internationaux du Royaume dans ce domaine, puis analyse la contribution des institutions financières internationales, des organismes de développement et des organisations non gouvernementales internationales à l'amélioration des politiques publiques et des mécanismes de gouvernance. L'article met en évidence l'importance de ces acteurs dans l'accompagnement des réformes institutionnelles et dans la consolidation d'une gouvernance inclusive, responsable et conforme aux engagements internationaux du Maroc.

Mots-clés : multilatéralisme, gouvernance, coopération internationale, Maroc, organisations

Abstract

This article analyzes the role of multilateralism and major international actors in promoting governance, with particular emphasis on the Moroccan experience. Since the end of the Second World War, multilateralism has provided a privileged framework for cooperation among states and international organizations in addressing global economic, social, and environmental challenges. In this context, Morocco has strengthened its commitment to international cooperation through its accession to various international and regional conventions relating to governance, transparency, sustainable development, and fundamental rights. The study first examines the Kingdom's main international commitments in the field of governance and then analyzes the contribution of international financial institutions, development organizations, and international non-governmental organizations to the improvement of public policies and governance mechanisms. The article highlights the significant role of these actors in supporting institutional reforms and fostering inclusive, accountable, and internationally compliant governance in Morocco.

Keywords : multilateralism, governance, international cooperation, Morocco, international organizations, international financial institutions, NGOs, sustainable development.

Introduction :

Apparue dans l'après-Deuxième Guerre mondiale, la notion de multilatéralisme est devenue depuis lors un ingrédient actif et primordial dans les relations internationales, notamment dans le renforcement des principes de la bonne gouvernance et la coordination des politiques macroéconomiques et les efforts concertés pour parvenir à une croissance forte, durable, équilibrée et globale de l'économie mondiale et combler le fossé entre les pays à cet égard.

« Sur le plan fonctionnel, il s'agit d'une pratique diplomatique basée sur la coopération entre plusieurs États, souvent appelée diplomatie multilatérale. Sur le plan théorique, il s'agit d'un concept clé sur lequel repose l'architecture du système international contemporain et constitue donc un élément essentiel dans l'étude des relations internationales⁵²⁴⁰ ».

Le Maroc a opté pour la coopération internationale en renforçant ses partenariats avec différents acteurs internationaux pour parvenir à une gouvernance optimale dans divers domaines et affermir les moyens de progrès et de développement durable en privilégiant les voies de coopération internationale et en renforçant les collaborations avec les organisations et organismes financiers aux niveaux international et régional.

Paragraphe I : Engagements internationaux relatifs à la gouvernance

Sur la base du rôle primordial que joue le multilatéralisme dans les échanges internationaux après-guerre, les pays sont tenus de respecter le droit international et les règles internationales et maintenir de manière inébranlable le système international centré sur l'ONU et l'ordre international fondé sur le droit international.

Prenant en compte que l'autorité et l'efficacité des institutions multilatérales doivent être préservées en tant que plate-forme de mise en œuvre du multilatéralisme et cadre de base pour son maintien, le Royaume du Maroc met en œuvre une stratégie d'ouverture basée sur le bénéfice mutuel et le gagnant-gagnant, qui offre davantage d'opportunités de coopération avec d'autres pays et institutions internationales afin d'injecter plus de dynamisme dans la revitalisation et le développement de l'économie mondiale.

Divers engagements internationaux concernant la gouvernance sont établis par la signature et la ratification de traités, accords et conventions, dont le Maroc a signé et ratifié plusieurs. Ces engagements internationaux sont des instruments juridiques visant à réguler et à améliorer divers aspects de la gouvernance mondiale, que ce soit en matière de corruption, de criminalité transnationale, de climat, de culture ou de travail. Voici certains des plus importants :

- Conventions des Nations UNIES :

Divers engagements internationaux concernant la gouvernance sont établis par la signature et la ratification du Maroc de traités, accords et conventions. Ces engagements internationaux sont des instruments juridiques visant à réguler et à améliorer divers aspects de la gouvernance mondiale, que ce soit en matière de corruption, de criminalité transnationale, de climat, de culture ou de travail. Voici certains des plus importants :

- Les Nations Unies et les droits humains

L'Organisation des Nations Unies (ONU), créée en 1945, a joué un rôle déterminant dans la promotion et la préservation des droits de l'homme sur le plan international. Cette rubrique présente les conventions majeures de l'ONU concernant les droits humains et expose le statut du Maroc en matière de ratification.

⁵²⁴⁰ United Nations Research guides, Multilatéralisme : à propos de l'histoire du multilatéralisme, accessible depuis le lien : <https://libraryresources.unog.ch/multilateralism/history>

- Le cadre juridique international des droits de l'homme

* La Charte des Nations Unies (adoptée en 1945)

* La Déclaration universelle des droits de l'homme (DUDH) (adoptée en 1948)

* Les Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme (adoptée en 1966) : le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP) et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC).

1.2 Les conventions spécifiques aux droits de l'homme

Plusieurs conventions ont été conçues par l'ONU pour traiter des questions spécifiques liées aux droits de l'homme. Ces conventions enrichissent le contexte global de la DUDH et des pactes internationaux.

* Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (CERD), adoptée en 1965, le Maroc l'a signée le 18 septembre 1967 et l'a ratifiée le 18 décembre 1970.

* Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW). Adoptée en 1979, le Maroc l'a ratifiée le 21 juin 1993.

* Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants (CAT). Adoptée en 1984, le Maroc l'a signée le 08 janvier 1986 et l'a ratifiée le 21 juin 1993, en plus de l'adhésion au Protocole facultatif à la Convention contre la torture le 24 novembre 2014.

* Convention relative aux droits de l'enfant (CDE). Adoptée en 1989, le Maroc a signé cette Convention le 26 janvier 1990 et l'a ratifiée le 21 juin 1993.

* Convention sur les droits des personnes handicapées (CDPH). Adoptée en 2006, le Maroc l'a ratifiée en 08 avril 2009.

* Convention de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur le travail décent pour les travailleurs domestiques. Adoptée en 2011, le Maroc l'a ratifiée le 4 mai 2012.

* La Convention sur la protection des droits des travailleurs migrants et des membres de leur famille (CMW). Adoptée en 1990, le Maroc l'a ratifiée le 21 juin 1993. 5241

1.3 Les mécanismes de mise en œuvre et de suivi

Les Nations Unies ont établi plusieurs mécanismes pour garantir la mise en œuvre des traités relatifs aux droits de l'homme et contrôler le respect des obligations des États parties.

* Le Comité des droits de l'homme

* Le Conseil des droits de l'homme (CDH)

* Le Haut-Commissaire aux droits de l'homme

* Les rapports et le suivi des conventions

* Les procédures spéciales et les rapporteurs spéciaux

- Les Nations Unies et le développement durable

- Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC). Adoptée en 1992, le Maroc l'a signée le 13 juin 1992 et ratifiée le 17 mars 1995.

- Convention des Nations Unies contre la corruption (CNUCC). Adoptée en 2003, le Maroc l'a signée le 09 décembre 2003 et l'a ratifiée le 09 mai 2007.

5241 OHCHR.ORG, Statut de ratification pour Maroc,

https://tbinternet.ohchr.org/_layouts/15/TreatyBodyExternal/Treaty.aspx?CountryID=117&Lang=FR

En application des dispositions de l'article 6 de cette convention, le Maroc a créé en 2007 l'**Instance Centrale de Prévention de la Corruption** auprès du Premier ministre. Elle fut par la suite promue constitutionnelle par l'article 167 de la Constitution de 2011 et désormais appelée l'**Instance Nationale de la Probité, de la Prévention et de la Lutte contre la Corruption**.

- **Convention des Nations Unies sur la transparence dans l'arbitrage entre investisseurs et États.** Adoptée en avril 2014 et entrée en vigueur le 18 octobre 2017. Malgré que le Maroc ne figure pas parmi ses signataires, « il a signé le 11 octobre 1965 la Convention de Washington du 18 mars 1965 « pour le règlement des différends relatifs aux investissements entre États et ressortissants d'autres États » créant le CIRDI, élaborée sous les auspices de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) et la Banque Mondiale. Un Décret royal du 31 octobre 1966 portant ratification de cette Convention a été déposé le 11 mai 1967, celle-ci étant entrée en vigueur le 10 juin 1967⁵²⁴².

- **Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles.** Adoptée en 2005, le Maroc l'a signée le 20.09.2005 et l'a ratifiée le 19 juillet 2006.

- **Autres Conventions d'intérêts :**

- **Convention des Nations Unies contre la Criminalité Transnationale Organisée (UNTOC).** Adoptée en 2000, elle a été signée par le Maroc le 12 décembre 2000 et ratifiée le 30 janvier 2003.

3.2 Convention des Nations Unies sur la responsabilité des États pour les dommages causés par leurs actions contraires au droit international. Aussi désignée sous le nom de Convention de La Haye sur la responsabilité civile, le Maroc en fait partie depuis le 1er mars 1954.

- **Conventions et traités régionaux :**

- **Niveau Africain :**

- **Convention de l'Union Africaine sur la Prévention et la Lutte contre la Corruption (2003)**
- **Charte Africaine de la Démocratie, des Élections et de la Gouvernance (2007)**

2. Niveau Arabe :

- **Convention Arabe contre la Corruption (2010)**
- **Charte Arabe des Droits de l'Homme (2004)**

Paragraphe II : Rôle des principales institutions et ONG internationales pour la gouvernance au Maroc.

Les problèmes auxquels le monde est confronté sont étroitement liés et complexes, et la solution consiste à maintenir et à mettre en œuvre le multilatéralisme et à établir une communauté de destin pour l'humanité.

Au Maroc, tout comme dans plusieurs autres pays, la gouvernance est régie par une multitude complexe d'organismes nationaux et internationaux. Ces organismes ont une importance capitale pour le progrès économique, social et politique du pays. Notamment, la coopération avec les institutions financières et de développement internationales, associée au soutien des ONG internationales, influence considérablement les politiques publiques, la gestion des ressources et les priorités du développement.

- **Principales instances internationales financières et de développement:**

⁵²⁴² Hana DOUMAL, Le Maroc et L'Arbitrage Cirdi, Réflexion sur la compétence, Master de recherche droit des pays arabes, Université Paris 1, Panthéon-Sorbonne, 2010-2011.

Les institutions financières internationales occupent une place fondamentale dans le soutien de la gouvernance et le financement du développement économique et social au Maroc. Elles agissent simultanément pour favoriser la stabilité financière, appuyer la croissance économique pérenne et diminuer les disparités.

« Parmi ces institutions, certaines ont vocation à intervenir partout dans le monde au profit des pays qui demandent leur soutien. Il s'agit des organisations créées à l'issue des accords dits de « **Bretton Woods** » en 1944. D'autres sont au contraire limitées dans leur compétence à un seul continent. Il s'agit des banques de développement régionales. Enfin, certaines institutions financières émanent d'accords de coopération internationale⁵²⁴³ ».

- Institutions de développement économique et social global

- Banque Mondiale

La Banque mondiale est considérée comme la première à introduire le terme de gouvernance dans son étude sur la crise économique en Afrique subsaharienne en 1989. A cette époque, les experts de la Banque mondiale tentaient de donner une définition générale du concept de gouvernance, en le limitant à l'exercice de l'autorité politique pour gérer les affaires de l'État⁵²⁴⁴, avant que les définitions ultérieures de ce concept ne soient développées pour inclure la manière dont les ressources économiques et sociales d'un pays sont gérées en faveur du développement.

Compte tenu du rôle important qu'il joue dans ce domaine, le Groupe de la Banque mondiale publie systématiquement l'Indicateur mondial de la gouvernance, qui mesure six dimensions de la bonne gouvernance. « Cela concerne la représentation citoyenne et la responsabilisation, la stabilité politique et l'absence de violence, l'efficacité du gouvernement, la qualité de la réglementation, l'État de droit, et le contrôle de la corruption⁵²⁴⁵ ».

D'après cette perspective, le Maroc fait partie des pays qui sollicitent l'aide de la Banque mondiale pour atteindre ces objectifs en considérant la gouvernance comme l'une des principales approches utilisées pour parvenir au développement.

Ce partenariat a été renforcé après la promulgation de la nouvelle constitution marocaine de 2011 dont les prescriptions ont consolidé les principes de gouvernance, de moralisation de la vie publique et de l'Etat de droit. A cet effet, la Banque mondiale a joignit ses efforts dans cette perspective avec d'autres organisations internationales notamment à l'appui du programme Hakama, qui a été mis en place en 2012 pour soutenir la bonne gouvernance au Maroc, en partenariat avec l'Union européenne et la Banque africaine de développement, en accordant des prêts en faveur du Royaume dont un en 2013 « afin de soutenir un vaste programme de réformes en faveur d'une gouvernance inclusive ⁵²⁴⁶ », et un second prêt du même montant en 2015 « à l'appui des politiques de développement pour la transparence et la responsabilité⁵²⁴⁷ ».

⁵²⁴³ La finance pour tous, Institutions financières internationales, mise à jour le 07 juin 2024, <https://www.lafinancepourtous.com/decryptages/marches-financiers/acteurs-de-la-finance/institutions-financieres-internationales/#:~:>

⁵²⁴⁴ Banque Mondiale (1989), Long-Term Perspective Study (LTPS) -- Sub-Saharan Africa: From Crisis to Sustainable Growth, Errata sheet, pp. 60

⁵²⁴⁵ Voir ces Indicateurs de Gouvernance Mondiale sur: <http://info.worldbank.org>

⁵²⁴⁶ Banque mondiale (29 octobre 2013), La Banque mondiale approuve un prêt de 200 millions de dollars à l'appui des réformes sur la transparence et la responsabilité publique au Maroc, <https://www.banquemondiale.org/fr/>

⁵²⁴⁷ Maroc Hebdo (23-10-2015), Banque Mondiale : Un second prêt de 200 millions de dollars pour appuyer "Hakama", par Reda Bansaoud, accessible depuis le lien : <https://www.maroc-hebdo.press.ma/banque-mondiale-un-second-prest-de-200-millions-de-dollars-pour-appuyer-hakama>

Selon le rapport de l'IEG⁵²⁴⁸ de la Banque Mondiale qui a été relayé dans les médias, un soutien financier de 11,2 milliards de dollars a été accordé au Maroc par la BM durant la période 2011-2021, visant « la croissance tirée par le secteur privé, le développement du capital humain, la résilience au changement climatique et l'amélioration de la gouvernance⁵²⁴⁹ ».

Conformément à cette politique, la BM a appuyé à plusieurs reprises les efforts et réformes déployés par le Royaume dans son processus de gouvernance, dont l'approbation en décembre 2015 d'un prêt de 200 millions de dollars pour « financer le programme Hakama dans sa deuxième phase afin de soutenir la concrétisation des principaux nouveaux droits et principes de gouvernance inscrits dans la Constitution visant à renforcer la transparence et la redevabilité, ainsi qu'à accroître l'engagement citoyen et l'accès à l'information⁵²⁵⁰ », ainsi que son soutien aux réformes de modernisation du secteur public et la promotion de l'engagement entre l'État et les citoyens sous forme d'un prêt de 450 millions de dollars octroyé au Maroc par cette banque en décembre 2021⁵²⁵¹.

En outre, la BM a publié des Mémoires économiques pays (MEP) pour le Royaume afin d'évaluer ses efforts et lui permettre d'atteindre une croissance économique basée sur la bonne gouvernance à tous les niveaux. A ce titre, après ceux en 1995 et en 2006, un dernier Mémoire a été lancé en 2017 intitulé « *Le Maroc à l'Horizon 2040 : Investir dans le Capital Immatériel pour Accélérer l'Émergence Économique* » dans lequel la Banque mondiale renseigne les progrès réalisés par le Maroc durant les dernières décennies dans le champs socio-économique, identifiant les défis à relever dans le but de renforcer le processus de rajustement économique en cours au Maroc en le transformant en un mouvement d'inclusion économique durable et de prospérité des citoyens sans exclusive⁵²⁵².

Cette collaboration avec la Banque Mondiale est affirmée par un partenariat avec le Royaume durant la période (2019-2024) qui a visé à consolider la cohésion sociale à travers l'amélioration de plusieurs conditions économiques, sociales et territoriales⁵²⁵³.

Dans un autre aspect de cette coopération avec la BM, la Direction Générale des Collectivités Territoriales (DGCT) a mené le projet du « Programme d'Appui à l'amélioration de la performance des communes au Maroc » pendant la période allant de 2019 à 2023, en partenariat également avec l'Agence Française de Développement⁵²⁵⁴.

- Fonds Monétaire International

Il s'agit d'une agence spécialisée affiliée aux Nations Unies, son objectif principal est de créer un environnement économique plus stable. Le FMI est spécialisé dans l'octroi de prêts aux États

⁵²⁴⁸ Le rapport du Groupe d'évaluation indépendant (IEG) de la Banque mondiale intitulé "L'engagement du Groupe de la Banque mondiale au Maroc 2011-2021", dévoilé lors d'un webinaire le 20 février 2024.

⁵²⁴⁹ L'Economiste, Maroc : 11,2 milliards de dollars mobilisés par la BM entre 2011-2021 | Le 20/02/2024 - 18:36, Accessible depuis le lien : <https://www.leconomiste.com/flash-infos/maroc-11-2-milliards-de-dh-mobilises-par-la-bm-entre-2011-2021>

⁵²⁵⁰ Challenge (2 décembre 2015), Gouvernance : La banque mondiale accorde 2 milliards de DH au Maroc, accessible depuis le lien électronique: <https://archive.challenge.ma/gouvernance-la-banque-mondiale-accorde-2-milliards-de-dh-au-maroc-60658/>

⁵²⁵¹ Voir Groupe de la Banque mondiale, La Banque mondiale soutient la modernisation du secteur public du Maroc, 15 décembre 2021 Accessible depuis le lien : <https://www.banquemoniale.org/fr/news/press-release/2021/12/15/world-bank-supports-the-modernization-of-morocco-public-sector>

⁵²⁵² Voir Jean-Pierre Chauffour (2018), Le Maroc à l'horizon 2040, Groupe de la Banque Mondiale, Avant propos pp. xv. <http://dx.doi.org/10.1596/978-1-4648-1078-7>

⁵²⁵³ Consulter : <https://www.banquemoniale.org/fr/country/morocco>

⁵²⁵⁴ Ce document est accessible depuis le lien : <https://documents1.worldbank.org/curated/zh/921191557523417857/pdf/Morocco-Municipal-Performance-Program.pdf>.

membres⁵²⁵⁵ « pour remédier aux déficits temporaires de leur balance des paiements ⁵²⁵⁶», et œuvre ainsi à stabiliser les taux de change. Les pays emprunteurs doivent le consulter sur les mesures qu'ils prennent pour améliorer la situation de leur balance des paiements.

Le FMI contribue au renforcement de la bonne gouvernance à travers sa mission et ses activités qui sont définies dans son statut, notamment :

- Fonctions de nature réglementaire
- Fonctions consultatives.
- Fonctions financières.
- Fonctions de service et d'information supplémentaire

A travers leurs prérogatives de service et d'information, le FMI pourrait recourir à suspendre l'aide financière à tout pays qui représente l'exemple de mauvaise gouvernance et qui promeut ainsi la corruption comme facteur entravant le développement économique et la prospérité de ses citoyens. Conformément à la déclaration de Partenariat pour une croissance mondiale durable, adoptée en 1996, et en raison de l'ampleur des dommages que la corruption peut engendrer, le FMI communique dans son portail qu'il a mis en place, depuis 1997, une politique qui établit ses fonctions dans la résolution des problèmes de gouvernance. De plus le FMI a mis en place, en 2018, un cadre d'action plus strict en ce qui concerne la gouvernance⁵²⁵⁷, tout en veillant à offrir des conseils et une assistance technique qui ont joué un rôle essentiel dans la promotion de la bonne gouvernance, en particulier en encourageant la transparence et la responsabilité du secteur public⁵²⁵⁸.

A cet égard, le Maroc répond aux critères du FMI concernant les pays qui possèdent une économie solide sur le plan foncier et qui mettent en place des politiques avisées et rationnelles, mais qui sont toujours vulnérables aux certains facteurs, ce qui a rendu le Royaume éligible à bénéficier des LPL⁵²⁵⁹ instaurés par le FMI afin de répondre de manière plus appropriée aux besoins de liquidité, ainsi des LCM⁵²⁶⁰ élaborées par se Fonds pour éviter les crises, comme ils témoignent ses communiqués en faveur du Maroc en tant que pays s'engageant à maintenir les politiques économiques solides dont il dispose, lui permettant d'être éligible au Fonds pour la résilience et la durabilité qui compte 50 Milliards de dollars destiné aux pays à revenu intermédiaire admissibles⁵²⁶¹, de bénéficier par exemple au titre de la LPL après des accords en 2012 et 2014 sur deux ans chacun, de deux accords similaires d'un montant de 3,47 milliards de dollars en 2016⁵²⁶² et de 2,97 milliards de dollars en 2018⁵²⁶³, en plus d'un montant d'environ 5 milliards de dollars au titre de l'LCM en 2023⁵²⁶⁴, et d'un prêt dans la même année de 1,3 milliard de dollars dans le cadre de la RSF⁵²⁶⁵5266.

⁵²⁵⁵ Compte 190 pays membres.

⁵²⁵⁶ Paul R Masson et Micheal Mussa (1995), le rôle du FMI : le financement et ses interactions avec l'ajustement et la surveillance, Fonds Monétaire International, Série des brochures n°50-F www.elibrary.imf.org

⁵²⁵⁷ Fond monétaire international, Le FMI et la bonne gouvernance, <https://www.imf.org/fr>

⁵²⁵⁸ Fond monétaire international (1997), Bonne gouvernance : Le rôle du FMI, Washington, DC 20431 États-Unis. <https://www.imf.org/fr>

⁵²⁵⁹ Ligne de précaution et de liquidité

⁵²⁶⁰ Ligne de crédit modulable

⁵²⁶¹ Idbourse, Le Maroc éligible au fonds de soutien de 50 Milliards de dollars du FMI, 5 novembre 2022. <https://www.idbourse.com>

⁵²⁶² FMI, Communiqué de Presse n°16/355 du 22.07.2016. www.imf.org

⁵²⁶³ Fond monétaire international, Communiqué de Presse n°18/477, du 17 décembre 2018.

⁵²⁶⁴ Fond monétaire international, Communiqué de Presse n°23/104 du 3 avril 2023,

⁵²⁶⁵ Facilité pour la résilience et la soutenabilité

⁵²⁶⁶ FMI, Communiqué de Presse n° 23/327 du 28.09.2023,

À plusieurs reprises lors de ses réunions, le Conseil du FMI a exprimé son soutien au programme de réformes entrepris par le Maroc dans les domaines de l'éducation, du marché du travail et de la gouvernance, ainsi qu'à l'amélioration continue du climat des affaires, à l'accélération du rythme de la croissance et la réduction du taux de chômage⁵²⁶⁷.

Le Maroc, qui a abrité en octobre 2023 les réunions annuelles de la Banque Mondiale et du Fonds monétaire international, a été salué par la Directrice générale de ce dernier, Kristalina Georgieva, en tant qu'un exemple à suivre en la matière de primauté de la loi, d'éducation, d'infrastructures⁵²⁶⁸, de la diversité de son économie, de sa dynamique et de son orientation vers l'avenir, notamment en raison de ses efforts importants visant à consolider ses bases macroéconomiques et sa résistance⁵²⁶⁹.

- Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

Tandis que l'ONU réunit presque tous les pays du globe, l'OCDE en a compté 20 lors de sa création en septembre 1961 avant que ce nombre ne soit désormais passé à 38 pays, dont la plupart font partie des démocraties fortunées et des plus développées.

Les Principes directeurs de l'OCDE représentent l'outil international capital pour promouvoir les pratiques de gouvernance d'entreprise, à encourager les pays en développement à adopter l'économie de marché, à renforcer la concurrence, la démocratie et les droits de l'Homme, et à combattre la corruption. « L'OCDE a apporté une contribution de poids à ce processus en élaborant des normes dans des domaines tels que l'environnement, la lutte contre la corruption, les intérêts des consommateurs, la gouvernance d'entreprise, la science, la technologie et l'innovation, ou encore la fiscalité ⁵²⁷⁰».

Le Circulaire du Chef du gouvernement marocain n° 9/2014 annonce qu'entant que signataire de la déclaration de l'OCDE sur l'investissement international et les entreprises multinationales, le Maroc a pris l'engagement de créer un point de contact national (PCN), pour garantir le respect des Principes directeurs de cette organisation, rassemblant des représentants des ministères et des organismes étatiques ou publics responsables d'un des secteurs liés à ces principes directeurs, sous la présidence de l'agence marocaine de développement des investissements⁵²⁷¹.

Dans le même sillage, le portail du Chef du gouvernement (2019) informe que dans le cadre du renforcement de sa coopération avec l'OCDE, deux protocoles d'accord relatifs au Programmes Pays-Maroc (PPM2) ont été signés par le Royaume ; le premier pour la période 2015-2018 et le deuxième durant la période 2019-2022, visant la réalisation de plusieurs projets stratégiques au soutien des réformes essentielles mises en place par le Maroc dans divers domaines sociaux et économiques, notamment en matière de gouvernance, de développement territorial, de lutte contre la corruption, d'investissement et d'enrichissement du capital humain⁵²⁷².

Le domaine de gestion des risques constitue un autre aspect de la coordination du Maroc avec l'Organisation de coopération et de développement économiques dans le cadre de la consolidation progressive en matière de gouvernance depuis la Constitution de 2011. Ceci est illustré dans le

⁵²⁶⁷ Fond monétaire international, Communiqué de Presse n 19/408 du 11.11.2019

⁵²⁶⁸ La vie économique, DG du FMI : En matière d'éducation et d'infrastructures, le Maroc est un "point lumineux". Publié le 8 octobre 2023 à 18h22, <https://www.lavieeco.com/>

⁵²⁶⁹ Maroc.ma, L'économie marocaine est "très dynamique" et "tournée vers l'avenir" (la Directrice générale du FMI), 12 Octobre 2023, <https://www.maroc.ma/fr>.

⁵²⁷⁰ OCDE (2023), Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales sur la conduite responsable des entreprises, Éditions OCDE, Paris, PP. 11, <https://doi.org/10.1787/0e8d35b5-fr>.

⁵²⁷¹ Le Chef du gouvernement, Circulaire n° 9/2014 Rabat, le 09 septembre 2014

⁵²⁷² cg.gov.ma, Le Maroc renforce sa coopération avec l'OCDE, Mardi 25 juin 2019, <https://www.cg.gov.ma/fr>

rapport établi par le Secrétaire général de l'OCDE (2016, p 4), qui expose les observations et recommandations d'une étude réalisée de 2014 à 2016, selon laquelle la mise en place d'une politique de gestion des risques efficace favorise la confiance dans les institutions et encourage un développement résilient, en accord avec « les Objectifs de Développement Durable (ODD) et la Recommandation de l'OCDE sur la Gouvernance des Risques Majeurs » adoptée en 2014, en concordance avec les objectifs « d'inclusion, de transparence et de reddition des comptes » aspirés par la société marocaine, et qu' il est ainsi important d'accorder une importance stratégique à la question des risques majeurs dans les actions déployées d'aménagement et de gouvernance⁵²⁷³.

- Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

Le PNUD a largement encourager les aspects de gouvernance comme mécanisme de gestion et de réalisation du développement en soulignant son importance pour atteindre cet objectif, tout en accroissant les compétences des institutions et en ouvrant la voie à la participation citoyenne dans la prise de décisions.

Parmi ses domaines de travail, on retrouve le soutien aux processus électoraux qui respectent l'inclusion, l'assistance aux institutions pour qu'elles soient plus réactives, l'amélioration des opportunités de participation et d'expression, la lutte contre l'injustice et la corruption, ainsi que la promotion de l'État de droit⁵²⁷⁴.

Selon le PNUD (1997), la gouvernance est définie comme l'exercice de l'autorité politique, économique et administrative dans la gestion des affaires, englobant les institutions, les processus et les mécanismes du pays. Tous les acteurs, tels que les citoyens, le secteur privé et la société civile, expriment leurs intérêts, résolvent leurs conflits et exercent leurs droits et obligations légales⁵²⁷⁵. En renvoi à l'autorité de ce Programme onusien dans ce domaine, son ancien administrateur James Gustave Speth (PNUD 1997) explique qu'il est crucial de renforcer les compétences en matière de gouvernance pour assurer un développement humain durable, et que c'est ainsi que les gens évoquent la bonne gouvernance comme facteur déterminant à chaque fois que le changement est bénéfique ou que la condition humaine se progresse⁵²⁷⁶.

Le GOLD, un programme de gouvernance multi donateurs, fait appel à une multitude de partenaires. Le GOLD s'est imposé comme le pilier central des initiatives du PNUD en matière de gouvernance au Maroc et mobilise les actions de la PNUD et d'autres organismes engagés dans le domaine de la gouvernance au Maroc.

En relation avec les plans de gouvernance au Maroc, le PNUD a commencé au bout des années 90. Il intervient en priorité par son appui à la mise en application des réformes constitutionnelles relatives aux droits de l'homme, à la gouvernance démocratique, à la lutte contre les disparités régionales, et au soutien de la croissance inclusive aspirée par les politiques sectorielles mise en place notamment la stratégie nationale de développement durable, ainsi que la mise en avant de la régionalisation avancée⁵²⁷⁷.

D'un montant global de 82 millions de US\$, le **Programme Pays du PNUD Maroc pour le cycle 2023-2027** est le Programme phare de coopération le plus récent avec cet organisme onusien. Visant à soutenir « les priorités nationales de développement » notamment l'Initiative nationale du

⁵²⁷³ OCDE (09 novembre 2016), Étude de l'OCDE sur la Gestion des Risques Maroc : Principaux résultats, pp. 4, <https://www.oecd.org/fr/>

⁵²⁷⁴ Voir sur site web du PNUD: <https://www.undp.org/fr/africa/gouvernance-democratique>

⁵²⁷⁵ PNUD, Governance for Sustainable Human Development, document de politique général, New York, 1997, pp. iv.

⁵²⁷⁶ PNUD, Ibid, avant-propos, pp, i.

⁵²⁷⁷ Voir : PNUD Maroc : A propos, sur: <https://www.undp.org/fr/morocco/propos>

développement humain (INDH) et à l'accomplissement « des Objectifs de développement durable », ce Programme est pivoté sur trois piliers stratégiques : « 1. La transformation économique inclusive et durable ; 2. L'inclusion et la protection sociale ; et 3. La gouvernance, la résilience et le développement local ⁵²⁷⁸ ».

Malgré son insatisfaction au sujet de l'aboutissement du Programme national de gouvernance au Maroc élaboré avec son accompagnement, exprimée dans interview avec son conseillère au Maroc Myrième Zniber-Sefrioui⁵²⁷⁹ accordé à l'IRG, le PNUD félicite les autres projets auxquels il a contribué, notamment la réforme de l'administration publique, la réforme structurelle de fond de la Chambre des Représentants, le programme de réforme de la Cour des comptes et les programmes d'informatisation, qui escomptent la transparence, la décentralisation avancée et l'amélioration de la gouvernance participative⁵²⁸⁰. Le Maroc a été également salué par Gülçin Salingan, directrice adjointe du PNUD pour le développement du secteur privé (ICPSD) à Istanbul, d'avoir franchi des pas importants grâce à ces efforts dans la réalisation des Objectifs du développement durable (ODD), en particulier, en réduisant la pauvreté et en mettant en œuvre des infrastructures stratégiques⁵²⁸¹.

Dans le domaine des droits de l'homme, le Programme des Nations Unies pour le développement s'est notamment engagé à injecter un montant de plus de 3 million de dollars sur la période (2019-2022) en soutien du projet « Appui à la mise en œuvre du Plan d'Action National en matière de Démocratie et des Droits de l'Homme ». Ce cadre stratégique, qui a été adopté le 21.01.2017 par le Conseil de gouvernement, s'articulait sur quatre axes dont celui concernant la démocratie et la gouvernance⁵²⁸².

Dans le cadre de ses efforts visant à soutenir la réforme et la modernisation de l'administration, le PNUD contribue à l'organisation de plusieurs colloques et séminaires au Maroc, en particulier dans le domaine de la digitalisation, comme par exemple la Conférence Internationale organisée par le ministère de la Justice marocain en février 2024 à Tanger, sur le thème de Transformation Digitale du système judiciaire, qui a réuni des représentants de différents pays, des organisations internationales et des spécialistes renommés en justice numérique⁵²⁸³.

Dans cette même vision de transformation digitale, le PNUD offre également son assistance en guise de séminaires et de formations techniques en faveur des organisations de la société civile au Maroc, comme c'était le cas par exemple de la co-organisation avec le ministère en charge des relations avec le parlement et la société civile de deux éditions du « Forum National sur la transformation numérique des organisations de la société civile (OSC) » dont la dernière a été tenue en décembre 2023 à Tanger en présence de plusieurs représentants des parties prenantes, s'inscrivant dans la

⁵²⁷⁸ PNUD, Le PNUD Maroc lance son Programme pays 2023-2027, 15 MARS 2023 <https://www.undp.org/fr/>

⁵²⁷⁹ Conseillère au Programme Gouvernance et Développement humain, bureau PNUD Maroc

⁵²⁸⁰ Gaouane, Z., & Elie, M. (La bonne gouvernance au Maroc : l'action du PNUD, Un entretien avec Myrième Zniber-Sefrioui), Institut de recherche et débat sur la gouvernance (IRG), consulté le 28/03/2024, <http://www2.institut-gouvernance.org/>

⁵²⁸¹ Naoumi, S., La finance participative : un levier fort pour la mobilisation des ressources, Le Matin.ma, 20 février 2020 À 18:22, consulté le 31.03.2024, <https://lematin.ma>

⁵²⁸² Ces informations et plus de détails sont disponibles sur le site web du PNUD, Signature du projet « Appui à la mise en œuvre du Plan d'Action National en matière de Démocratie et des Droits de l'Homme (2019-2022) », 5 décembre 2018, consulté le 03.02.2024, accessible depuis: <https://www.undp.org/fr/morocco>.

⁵²⁸³ PNUD, Tanger accueille une Conférence Internationale sur "la Transformation digitale du système judiciaire : vecteur d'une justice efficiente et inclusive", 9 février 2024, consulté le 05.02.2024, accessible depuis : <https://www.undp.org/fr/morocco>

mise en œuvre de la stratégie "Nassij" (2022-2026), qui vise à renforcer les liens entre les OSC et les citoyens⁵²⁸⁴.

Les interventions du PNUD dans le cadre de la gouvernance au service du développement durable, notamment au niveau décentralisé, incluent également le domaine environnemental, la transition énergétique et la promotion de l'économie verte. Un exemple en est sa participation parmi d'autres partenaires mondiaux à assurer des cours et formations techniques élaborés dans le cadre de « l'Urbanshift City Academy » au profit des responsables des villes et aux praticiens urbains. A cet effet, il a contribué, à titre d'exemple, à l'organisation en février 2024 de la 2ème édition dudit événement international à Marrakech « dans le cadre de la mise en œuvre de son programme phare "Ville Durable de Marrakech", financé par le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) ⁵²⁸⁵».

Sur la base de ce qui précède, il est clair que le Programme des Nations Unies pour le développement, dans son intérêt pour la bonne gouvernance, se concentre sur toutes les dimensions politiques, économiques et sociales du concept et le relie à la question de l'élargissement des capacités et des choix des individus., qui constituent le cœur du processus de développement.

- Institutions de développement régional et continental :

Il s'agit notamment des banques régionales de développement (BND) s'activant principalement au niveaux régional et continental, qui sont partenaires du Maroc dans la réalisation de ses objectifs de bonne gouvernance et de développement durable, telles que la Banque africaine de développement (BAD), la Banque islamique de développement (BID), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) et la Banque européenne d'investissement (BEI).

- Banque africaine de développement (BAD)

Le Groupe de la Banque Africaine de développement (2016, p17) précise que cinq principes fondamentaux déterminent sa politique menée depuis 1999 en matière de bonne gouvernance, notamment : la transparence, la reddition des comptes, combattre la corruption, la participation, et le renforcement de l'Etat de droit⁵²⁸⁶.

La BAD a élaboré, à cet effet, plusieurs programmes stratégiques en l'occurrence : les Orientations stratégiques et plan d'action pour la gouvernance 2008-2012 « GAP I », le Cadre stratégique et plan d'action pour la gouvernance 2014-2018 (GAP II), la Stratégie pour la gouvernance économique en Afrique (SEGA) pour la période 2021-2025, en plus de la Stratégie décennale « SD » 2013-2022.

La BAD désigne ses cinq grandes primautés comme suivant : «Éclairer l'Afrique», «Nourrir l'Afrique», «Industrialiser l'Afrique», «Intégrer l'Afrique» et « Améliorer la qualité de vie des populations en Afrique » ⁵²⁸⁷.

⁵²⁸⁴ Ces informations et plus de détails sont disponibles sur le site web du PNUD, Le PNUD Maroc et le MCRPSC co-organisent le Forum National sur la Transformation Numérique des OSC au Maroc, 23 décembre 2023, accessible depuis: <https://www.undp.org/fr/morocco>

⁵²⁸⁵ PNUD, Renforcement des villes africaines pour un avenir durable : Retour sur l'Urbanshift City Academy à Marrakech, 22 FÉVRIER 2024, accessible depuis: <https://www.undp.org/fr/morocco>.

⁵²⁸⁶ Groupe de la Banque Africaine de développement -Département de la gouvernance (OSGE)- (2016), CADRE STRATÉGIQUE ET PLAN D'ACTION POUR LA GOUVERNANCE, GAP II Promouvoir la bonne gouvernance et l'obligation de rendre compte pour la transformation de l'Afrique 2014 – 2018, pp. 17, www.afdb.org

⁵²⁸⁷ Morgan Philips, La stratégie pour la gouvernance économique en Afrique - SEGA, quels enjeux et opportunités pour le continent ? <https://www.morganphilips.com/fr->

La Stratégie de la gouvernance économique en Afrique, connue simplement sous l'appellation (SEGA), et qui a été lancée par la BAD pour la période de 2021–2025, s'inscrit en conséquence dans les priorités précitées de cette institution. Son objectif est de consolider les réglementations, les structures, les méthodes, les conduites et les politiques indispensables pour les pays de l'Afrique pour la gérance de leurs économies. « La SEGA est axée sur la gouvernance économique, et non pas sur la gouvernance politique qui ne relève pas de la compétence de la Banque⁵²⁸⁸ ».

A cet objectif, La BAD est un partenaire de poids en faveur des programmes de la bonne gouvernance au Maroc. Conjointement avec l'Union Européenne et la Banque Mondiale, elle a contribué au soutien du Programme Hakama de l'Union européenne à la Gouvernance publique au Maroc qui a été lancé depuis 2012.

« Ce programme accompagne la mise en œuvre d'une gestion budgétaire axée sur la performance et offrant d'avantage de transparence, à travers, notamment la mise en œuvre d'une programmation budgétaire pluriannuelle, la refonte de la nomenclature budgétaire en programme et projets, la généralisation de la contractualisation entre administrations centrales et déconcentrées, la réforme du système de contrôle, pour évoluer vers un contrôle a posteriori, la réforme de la comptabilité publique et une information et un rôle accrus accordés au Parlement sur le domaine budgétaire⁵²⁸⁹ ».

D'après le journal l'Opinion (décembre 2012), Hakama a été cofinancé conjointement en 2012 par un don de l'Union Européenne de 75 millions d'Euro, un prêt de 100 millions de dollars octroyé par la BM, et un prêt supplémentaire de 125 millions d'Euro octroyé par la BAD. Toujours selon la même source, « Le prêt de la BAD est consenti dans le cadre du « Programme d'Appui à la Revitalisation de la Gouvernance Economique et Financière «PARGEF» qui est une opération d'appui aux réformes (OAR) ⁵²⁹⁰».

Dans le même cadre, la BAD a accordé un prêt au Maroc en 2016 de 134,65 millions de dollars US, pour financer le programme d'appui à la gouvernance de la protection sociale (PAGPS), qui vise principalement à améliorer la couverture et la qualité des services de protection sociale en mettant en place des filets et dispositifs de gouvernance de protection sociale plus performants et efficaces, tout en utilisant les ressources d'une manière rationnelle⁵²⁹¹.

Cette dynamique de la BAD au soutien des politiques de la gouvernance, s'illustre également d'après Les éco (juin 2017), par la réalisation d'un accord de don de plus d'un demi million de dollar (649 000 dollars US) qui a été signé entre le Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) et le Centre Africain de Formation et de Recherche Administratives pour le Développement (CAFRAD). Cette contribution est financée par le Fonds d'assistance technique pour les pays à revenu intermédiaire et vise à renforcer les compétences du CAFRAD (dont le siège est situé au Maroc) en matière d'assistance technique et de formation. Le CAFRAD aura également la possibilité de former davantage de cadres africains dans le domaine de la gouvernance économique et financière⁵²⁹².

- la Banque islamique de développement (BID)

⁵²⁸⁸ Groupe de la Banque Africaine de Développement, Gouvernance économique et financière. <https://www.afdb.org/fr/topics-and-sectors/sectors/economic-financial-governance>

⁵²⁸⁹ Commission Européenne (2012), Fiche action pour le Maroc, pp. 18-19, <https://neighbourhood-enlargement.ec.europa.eu>

⁵²⁹⁰ L'opinion (12-12-2012), Gouvernance Economique: Le programme «Hakama» vu par la BAD, Responsabilisation et reddition des comptes, www.maghress.com/fr.

⁵²⁹¹ ALM (27 JUIN 2016), La BAD prête au Maroc pour appuyer la gouvernance de la protection sociale: 134,5 millions de dollars pour «Hakama», <https://aujourd'hui.ma>.

⁵²⁹² Gouvernance en Afrique : La BAD offre plus d'un demi-million de dollars au CAFRAD, 30/06/2017, <https://leseco.ma>.

Inspirée par les valeurs islamiques, selon sa propre classification⁵²⁹³, la BID a été fondée en Arabie Saoudite en 1974 et est devenue opérationnelle depuis octobre 1975, incitant à y adhérer jusqu'à ce jour 57 pays membres.

Cette banque multilatérale de développement œuvre pour favoriser la croissance économique, « en concentrant ses efforts sur les volets prioritaires que sont la réduction de la pauvreté, l'amélioration de la santé, la promotion de l'éducation, l'amélioration de la gouvernance et la prospérité des populations⁵²⁹⁴».

En collaboration avec ses partenaires au développement, la BID a lancé depuis 2016 le Fonds Lives and Livelihoods (LLF) en mobilisant une somme de 2.5 milliards dollars, selon son site internet⁵²⁹⁵, destiné aux projets de lutte contre la pauvreté et au financement pour des projets de développement social tels que les projets de santé, d'agriculture et d'infrastructure de base. A cet effet, Le Maroc figure parmi les pays qui ont déjà bénéficié des financements du Fonds LLF⁵²⁹⁶.

Fondée sur les principes de bonne gouvernance, l'Initiative Nationale de développement Humain (INDH) a effectivement bénéficié en mai 2009 d'un accord avec la BID « porté sur la fourniture d'une assistance technique sous forme de don d'un montant total de 11 millions de dhs, dont 8,2 millions dhs destinés aux projets de lutte contre la pauvreté ⁵²⁹⁷», et ce, en plus d'un deuxième accord signé dans la même occasion avec le Maroc relatif au « financement du projet de réalisation d'une centrale à turbines à gaz pour la production de l'électricité à Kenitra pour un montant de 1,6 milliard de dhs⁵²⁹⁸».

En octobre 2023, la BID a signé avec le Maroc «un partenariat qui englobe les accords de financement relatif au projet d'aquaculture au profit des marchés et de l'inclusion sociale pour 20,34 millions d'euros et au projet de renforcement de la résilience économique des entreprises face aux difficultés pour 10 millions de dollars ⁵²⁹⁹».

Au niveau de désenclavement et de l'énergie, par exemple, le Ministère Marocain de l'Economie et des Finances (2014) a annoncé que la BID a injecté en 2014 un montant d'environ 1.8 MMDH destiné au financement du «Projet d'alimentation en eau dans les régions d'Agadir et Chtouka Ait Baha et au projet de développement de la filière oléicole pour les petits agriculteurs au Maroc⁵³⁰⁰».

Dans le cadre de son soutien aux projets des autorités marocaines pour la lutte contre la pauvreté et les exclusions, notamment suite aux répercussions de Covid-19, la BID a mobilisé un montant de 9 Millions Dhs pour le financement du projet de développement rural inclusif à la Région de Tanger Tétouan Al Hoceima par le biais de la remise à jour et la rénovation des laboratoires du CHR de Tanger et du CHP de Tétouan⁵³⁰¹.

⁵²⁹³ Isdb.org

⁵²⁹⁴ Isdb.org, Profil de La Banque Islamique de Développement, <https://2022.ar.isdb.org>.

⁵²⁹⁵ Isdb.org, Lives and Livelihoods Fund, Le modèle de financement innovant du Fonds LLF, <https://www.isdb.org/fr/llf/financing-model>

⁵²⁹⁶ Isdb.org, Lives and Livelihoods Fund, Projets approuvés, <https://www.isdb.org/fr>

⁵²⁹⁷ Ministère Marocain de l'Economie et des Finances (le 05 mai 2009), La Banque Islamique de Développement accorde au Maroc un prêt et deux dons, <https://www.finances.gov.ma/fr/>

⁵²⁹⁸ Ministère Marocain de l'Economie et des Finances (05/05/2009), Ibid.

⁵²⁹⁹ Telquel.ma (Le 18 octobre 2023), Le Maroc et la Banque Islamique de Développement concluent leur partenariat stratégique 2024-2027, <https://telquel.ma>.

⁵³⁰⁰ Ministère Marocain de l'Economie et des Finances (29/01/2014), Renforcement de la coopération entre le Maroc et la BID, <https://www.finances.gov.ma/fr>.

⁵³⁰¹ Voir : Ministère de la santé et de la protection sociale, Coopération Internationale En Sante 2020, pp. 34, <https://www.sante.gov.ma/Documents/2022/03/coop%C3%A9ration%20en%20sant%C3%A9%202020.pdf>

Le Groupe de la Banque Islamique de Développement noue une collaboration stratégique avec le Maroc, selon la confirmation de son président M. Al Jasser rapportée sur le site web de la BID (2023), qui a également invoqué que le Royaume, membre fondateur du Groupe, a abrité le premier bureau régional de la banque en 1994, faisant également référence au montant total d'aides financières accordées au Maroc qui s'est élevé à 7 milliards de dollars jusqu'à 2023, réparti en plusieurs domaines d'économie, d'industries, de santé et d'éducation, qui a été couronnée par le lancement d'une stratégie de partenariat pour la période 2024-2027⁵³⁰².

- Le Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES)

Fondé en 1968 par la Ligue des États arabes, le Fonds arabe pour le développement économique et social, qui est basé au Koweït, est orienté sur «le financement du développement économique et social en finançant des projets d'investissement publics et privés et en fournissant des subventions et de l'expertise⁵³⁰³». Le FADES est actuellement composé de 22 pays membres, y compris le Royaume du Maroc.

Le soutien constant du FADES aux efforts du Maroc dans les domaines de la gouvernance et du développement durable sont capital pour aboutir aux fins envisagée. Ses opérations de financement ont dépassé en 2019, selon le ministre marocain de l'Economie et des Finances, M. Benchaaboun, « 72 accords de prêt pour un montant de 4,4 milliards de dollars, en plus de 27 dons de plus de 19,4 millions de dollars⁵³⁰⁴ ».

A titre d'exemples, « Le FADES a octroyé au Maroc entre 2012/2015 près de 8 MMDH, au profit des secteurs stratégiques de l'économie nationale, en l'occurrence les autoroutes, les ports, les barrages et l'eau potable. Pour le financement des PME, le FADES a consacré une enveloppe de 1,5 MMDH ⁵³⁰⁵ ». Dans le domaine de la lutte contre l'habitat insalubre, cette institution a soutenu les projets du Maroc dans le cadre du «Programme des Zones à Aménagement Progressif ⁵³⁰⁶», notamment le financement du «programme de création de zones à urbanisation nouvelle par l'initiation du projet Biougra à Agadir⁵³⁰⁷»

Outre son soutien financier aux pouvoirs publics marocains dans leurs mesures entreprises afin d'accompagner le développement du secteur de la microfinance, le FADES a contribué financièrement pour la réalisation de projets qui visent à développer le réseau routier et à organiser la gestion de l'eau et la mobilisation des ressources hydriques au Maroc, comme il était le cas, rapporte Portail sud maroc (2019), de deux accords signés en 2019 d'une valeur de près de 234 millions de dollars pour le financement du « projet de la route de contournement de la ville de

⁵³⁰² BID (18 octobre 2023), Conférence de S.E. Dr Muhammad AL JASSER Président du Groupe de la Banque islamique de développement à L'Université Mohammed V – Rabat, « Rôle et impact du Groupe de la BID dans l'appui à ses pays membres et au Maroc pour un développement socioéconomique inclusif et durable », <https://www.isdb.org/fr>.

⁵³⁰³ Arabfund.org (01 décembre 2023), Le Fonds arabe, incarnation de l'action arabe commune, <https://www.arabfund.org/introduction>.

⁵³⁰⁴ MAP (19/06/2019), Signature de deux accords de financement de 2,27 MMDH entre le Maroc et le Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES), <https://www.maroc.ma/fr>.

⁵³⁰⁵ Portail du Maroc (3 février 2016), Le FADES accorde au Maroc un prêt de 500 MDH pour le financement des PME, <https://portailsudmaroc.com/>.

⁵³⁰⁶ HCP.ma, Le Plan de Developpement Economique et Social 2000-2004 Volume 1 Les Orientations et Les Perspectives Globales De Developpement Economique et Social, Pp. 123, accessible sur : <https://www.hcp.ma/file/230802/>

⁵³⁰⁷ HCP.ma, IBID.

Laayoune », et le deuxième concerne « la surélévation du barrage Mohamed V dans la région de l'Oriental »⁵³⁰⁸.

Le FADES fait parti également des partenaires de « l'Initiative MENA-OCDE pour la gouvernance et l'investissement à l'appui du développement, lancée et conduite par les économies MENA depuis 2005, qui cherche à consolider les fondements de l'économie et de la gouvernance de la région pour servir de base au développement et pour aider les économies de la région MENA à concevoir et mener à bien des réformes de leurs politiques publiques⁵³⁰⁹».

Dans un communiqué commun annoncé à Marrakech à la fin de la conférence sur le thème «Opportunités pour tous : croissance, emploi et inclusion dans le monde arabe », le FADES, le FMA et le FMI, selon cette déclaration postée par le ministère marocain de l'économie et des finances en janvier 2018, ont rappelé les défis majeurs auxquels notre région est confrontée en raison de divers facteurs tels que la mauvaise gouvernance et la mauvaise gestion des sources et des potentiels, ce qui a nécessité l'intervention de ces partenaires internationaux en vue de l'accélération de la mise en œuvre des réformes et la stimulation de la croissance.

Selon la même source, le FADES en plus du FMI et du FMA ont lancé, à la même occasion, un appel à l'action (ACT NOW) poussant à prendre promptement des mesures ou de réformes notamment dans les champs de l'amélioration de la gouvernance à travers la promotion de la transparence, le renforcement des institutions et la lutte contre la corruption, l'exclusion et la marginalisation, améliorer la concurrence, accroître les opportunités et investir dans le capital humain⁵³¹⁰.

Ce partenariat avec le FADES s'illustre également dans son appui budgétaire aux mesures entreprises par le gouvernement marocain face à la pandémie Covid-19, notamment par le renforcement de la disposition du système de santé à travers la mobilisation d'un prêt de 45 Millions de Dinars Koweïtien dans le cadre du Programme d'appui au renforcement de l'offre des soins au niveau hospitalier⁵³¹¹.

- La Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD)

La BERD est une organisation internationale créée en 1991 pour but, au début, d'assister les pays européennes de l'ex-bloc soviétique à favoriser la transition vers une économie de marché, avant d'élargir son champ de compétences pour contenir la Grèce, en plus de certains pays arabes après le déclenchement du printemps arabe en 2011.

La BERD (2014, p. 1) se présente comme étant le plus grand investisseur dans son principal domaine d'activité, elle coopère ainsi avec le secteur privé pour le financement des projets, entretient des échanges avec les autorités publiques, propose des conseils techniques encourageant l'innovation et la promotion d'économies de marché fortes et libres et investit et mobilise l'investissement dans des entreprises privées, au secteur financier et aux activités de l'économie réelle, en soutenant

⁵³⁰⁸ Voir Portailsud maroc (19 juin 2019), Le FADES accorde deux prêts d'une valeur de 2,28 milliards de DH au Maroc, accessible sur : <https://portailsudmaroc.com>

⁵³⁰⁹ OCDE (9 novembre 2015), Initiative MENA-OCDE pour la gouvernance et la compétitivité à l'appui du développement, Comité de pilotage de l'Initiative MENAOCDE pour la gouvernance et l'investissement à l'appui du développement, Orientations stratégiques de l'Initiative MENA-OCDE pour 2016 et au-delà, pp.4,

⁵³¹⁰ Ministère Marocain de l'Economie et des Finances (le 30 janvier 2018), Déclaration du Fonds monétaire international, du Fonds arabe pour le développement économique et social et du Fonds monétaire arabe à l'issue de la conférence sur la promotion de la croissance, de l'emploi et de l'inclusion dans le monde arabe, <https://www.finances.gov.ma/fr/>.

⁵³¹¹ Ministère de la santé et de la protection sociale, Coopération Internationale En Sante 2020, pp. 34, <https://www.sante.gov.ma>.

plusieurs principes dont le développement durable, la concurrence et la bonne gouvernance des entreprises⁵³¹².

A côté de l'Union européenne et la Banque européenne d'investissement, 72 pays contribuent au capital de la Banque Européenne pour la reconstruction et le développement. « La BERD n'a pas un mandat politique direct mais sa mission répond à un objectif politique autant qu'économique : les pays dans lesquels elle intervient se sont engagés par leur adhésion à respecter les grands principes démocratiques autant que les règles de l'économie de marché »⁵³¹³.

En plus de sa qualité en tant que membre fondateur, le Maroc est devenu bénéficiaire des ressources de la BERD depuis 2012, donnant fruit à plus d'une décennie de partenariat et d'investissements qui a cumulé jusqu'à 2023 environ « 4,33 milliards d'euros, en faveur de 96 projets », selon un article publié par le média Le360 en janvier 2024.

En 2023, indique la même source médiatique, la BERD a lancé son programme (Youth in Business) en faveur des TPME dirigées par des jeunes entrepreneurs, en mobilisant 100 millions d'euros en guise de lignes de crédit octroyées aux institutions financières partenaires (IFP) afin qu'elles accordent des prêts à ces jeunes dans un délai de cinq ans, en plus d'un prêt de 20 millions d'euros dans le cadre du programme «Women in Business» (WiB) attribué à la Banque Marocaine du Commerce et de l'Industrie en faveur des TPME dirigées par des femmes, notamment celles installées dans les territoires touchés par le tremblement de terre, ainsi qu'un autre prêt de 10 millions d'euros dans le cadre du même programme au soutien des femmes entrepreneures qui a été destiné à la Fondation Arrawaj⁵³¹⁴.

La même Banque a également attribué, au cours de la même année, un prêt de 12 millions d'euros pour l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable dans les zones rurales et la modernisation des stations d'épuration dans la région de Guelmim-Oued Noun, rapporte la MAP⁵³¹⁵.

Le Maroc bénéficie de lignes de financement ainsi d'une forte collaboration de la part de la BERD qui s'affirme, entre autre, par l'ouverture de deux bureaux de cette organisation internationale sur le territoire marocain⁵³¹⁶. Dans le même sillage, des périodes quinquennales de Stratégie-Pays pour le Maroc ont été mises en exécution par la BERD appuyant plusieurs priorités fondamentales couvrant les périodes 2015-2023 et 2024-2029, dont les grandes lignes font partie du Projet Stratégie-Pays pour le Maroc (Morocco Country Strategy) approuvé en 20 mars 2024⁵³¹⁷.

- Banque européenne d'investissement (BEI)

En 1958, la Banque européenne d'investissement (BEI) a été instituée initialement afin de favoriser exclusivement le développement économique et « le financement de projets d'intérêt commun⁵³¹⁸ » de la Communauté européenne, avant de s'activer progressivement au fil des années en dehors de l'Union européenne, notamment au sud de la Méditerranée à travers la Facilité

⁵³¹² Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement, La BERD : Investir pour des vies meilleures, Mars 2014, pp. 1. <https://www.ebrd.com>.

⁵³¹³ Mordacq, P. (1994). La BERD et les institutions de Bretton Woods. Revue d'économie Financière, pp. 432. accessible depuis le lien : <http://www.jstor.org/stable/42903238>

⁵³¹⁴ Le360.ma, Financement: comment la BERD est devenue un partenaire de référence du Maroc, publié le 04/01/2024 à 19h14, par Nabil Ouzzane. <https://fr.le360.ma>.

⁵³¹⁵ La MAP, Plus de 400 millions d'euros investis par la BERD au Maroc dans le domaine de l'eau (directeur), 22 Février 2024. <https://www.mapnews.ma/fr>.

⁵³¹⁶ Voir L'Economiste Maghrébin, La BERD ouvre un deuxième bureau au Maroc , 2 octobre 2017 . <https://www.leconomistemaghrebin.com>.

⁵³¹⁷ Voir BERD (2024), Projet Stratégie-Pays pour le Maroc 2024-2029 (Morocco Country Strategy) , 20 mars 2024, pp. 4.

⁵³¹⁸ BEI, La banque de l'Union européenne - La BEI, 1958-2008, <https://www.eib.org/fr/publications/the-bank-of-the-european-union-1958-2008>

euro-méditerranéenne d'investissement et de partenariat (FEMIP), active depuis 2002, qui « articule ses interventions autour de deux objectifs prioritaires : le soutien au secteur privé et la création d'un environnement propice à l'investissement, incluant par les infrastructures durables⁵³¹⁹ ».

A cet effet, selon la BEI (2023), un partenariat privilégié est établi entre la Banque européenne des investissements et le Royaume du Maroc, du fait que ce dernier représente le deuxième bénéficiaire de son financement dans le sud méditerranéen (derrière l'Égypte) portant sur le développement et la réalisation de projets essentiels dans des domaines fondamentaux de l'économie du pays, en investissant plus de 9,6 milliards d'euros durant plus de 40 ans. Dans la période entre 2017 et 2022, 40% des financements ont été destinés aux PME, 20% aux projets liés aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique, 19% au transport durable et 16% aux infrastructures sociales (secteurs de l'éducation et de la santé)⁵³²⁰.

Dans le cadre de la réforme du secteur de l'éducation 2015-2030, le site web officiel de l'Union européenne (2002), rapporte qu'en février 2002, ce dernier en compagnie de la BEI ont signé avec le ministère de l'Economie et des Finances du Maroc deux conventions de financement relatives à un prêt de €102,5m destiné pour construire et équiper 150 écoles communautaires dans nombreuses Académies régionales de l'éducation et de la formation⁵³²¹.

Dans un article publié dans la Mapnews (2023), le représentant de la BEI au Maroc A. De Bassompierre a retracé que cette organisation a soutenu le développement du Royaume lors des grandes étapes, tant dans les secteurs publics que privés, ainsi que dans divers domaines tels que les infrastructures, la micro finance, l'éducation et les projets majeurs tels que « le port Tanger Med, les tramways de Casablanca et Rabat-Salé, les centrales solaires et l'Université Euromed de Fès, ainsi qu'au Plan Maroc Vert »⁵³²², à noter que la BEI a mobilisé un montant global de €500m pour l'appui financier du complexe solaire d'Ouarzazate pour les centrales solaires Noor, Noor 2 et Noor 3⁵³²³. En outre, la BEI (2023) rappelle son soutien constant au Maroc notamment en circonstances du Covid-19, lorsqu'elle l'a soutenu dans ses efforts à résister aux impacts de cette pandémie via €300m d'investissements publics mobilisés grâce à une assistance technique en sa faveur⁵³²⁴.

- ONG internationales :

Les organisations non gouvernementales (ONG) internationales occupent une place cruciale dans la gouvernance des pays grâce à leur implication en matière de protection des droits de l'homme, de préservation de l'environnement et de développement durable. En qualité de pays stratégique du Maghreb, le Royaume du Maroc a vu de nombreuses organisations non gouvernementales internationales intercéder pour orienter les politiques publiques, soutenir les groupes vulnérables et favoriser l'instauration de dispositifs de gouvernance plus transparents et inclusifs. Cette section se concentre spécifiquement sur les initiatives de principales organisations non gouvernementales,

5319 Fayolle, A. (2019). La Banque européenne d'investissement : un partenaire historique de la rive sud de la Méditerranée. Revue d'économie financière, pp. 104

<https://doi.org/10.3917/ecofi.136.0103>

5320 BEI, La Banque européenne d'investissement (BEI) au Maroc, 02/05/2023, accessible depuis le lien : https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/documents/2023/BEI_FR.pdf

5322 Mapnews (2023), La BEI ambitionne de soutenir des projets à fort impact socio-économique et environnemental au Maroc (responsable), 03 octobre 2023, accessible depuis: <https://www.mapnews.ma/fr/>.

5323 Le Matin (2014), Complexe solaire Ouarzazate, la BEI approuve un prêt de 150 millions d'Euros pour la central Noor 3, 12/11/2014. <https://www.cfcim.org>.

5324 BEI (2023), Comment dépenser judicieusement, 27 juillet 2023. <https://www.eib.org/fr>.

notamment celles qui défendent les droits de l'homme et travaillent pour la préservation de l'environnement et le développement durable.

- ONG de défense des droits humains

- Amnesty International

Fondée en 1961, Amnesty occupe une position essentielle pour sensibiliser à la liberté d'expression et d'opinion politique. Cette ONG réalise des campagnes et actions de plaidoyer pour que le Maroc honore ses garanties internationales concernant les droits humains, notamment ceux liés à la liberté d'expression, à la liberté de presse et aux droits des détenus.

Souvent critiquée par le Maroc pour ses positions controversées et accusée de «partialité» et de «manque d'objectivité»⁵³²⁵, Amnesty a fréquemment condamné des prétendues actes de répression et atteintes aux droits de l'Homme, en particulier lors des manifestations politiques ou sociales. Elle a également demandé aux autorités marocaines d'optimiser la situation des droits des femmes et des minorités, y compris la situation des réfugiés et migrants.

- Human Rights Watch (HRW)

Une autre organisme majeur, Human Rights Watch, qui a été fondée en 1978, effectue des enquêtes et rédige des rapports exposant les violations des droits de l'homme dans divers pays, notamment le Maroc. Au Maroc, HRW met en place des rapports annuels sur la situation des droits de l'homme, des appels pour libérer des prétendus détenus politiques et des propositions destinées à actualiser la législation nationale relative aux droits humains. Ses derniers rapports sont fréquemment critiqués par le Maroc et accusés de contenir des allégations calomnieuses et «des données sans fondements ni réels ni juridiques»⁵³²⁶. Cette ONG se consacre aussi au renforcement des capacités des organisations de la société civile marocaines en collaboration avec des acteurs locaux.

- ONG de protection de l'environnement et du développement durable

On retrouve également des organisations non gouvernementales internationales engagées dans la préservation de l'environnement et le développement durable au Maroc. Ces dernières se consacrent à des questions majeures telles que la gestion des ressources naturelles, la lutte contre le réchauffement climatique, la préservation de la biodiversité et la promotion du développement durable. Oxfam et le World Wide Fund for Nature (WWF) sont deux ONG majeures dans ce domaine.

2-1 Oxfam (Oxford Committee for Famine Relief)

Oxfam est une organisation non gouvernementale internationale créée en 1942 qui combat la pauvreté et les inégalités sociales à travers le monde. Elle joue principalement un rôle dans le développement durable, la sécurité alimentaire et la gestion des ressources naturelles au Maroc. Elle souligne l'importance de diminuer les disparités économiques et sociales, notamment dans les régions rurales et marginalisées.

Oxfam appuie des plans de développement destinés à optimiser le bien-être des groupes vulnérables, tout en se conformant aux principes du développement durable, selon Oxfam «Un(e) Marocain(e) sur huit est en situation de vulnérabilité, et près d'un(e) sur cinq l'est en milieu

⁵³²⁵ Voir Le Matin, Le Maroc condamne la «partialité» et le «manque d'objectivité» du rapport d'Amnesty International, 19 mai 2015. <https://lematin.ma>

⁵³²⁶ MAP, Rapport de HRW: la partie réservée au Maroc présente des données "sans fondements ni réels ni juridiques" (DIDH), 24 janvier 2022. <https://www.mapnews.ma/fr>.

rural »⁵³²⁷. Cette organisation non gouvernementale coopère avec des collaborateurs locaux pour mettre en avant des solutions novatrices dans les domaines de l'agriculture durable, de la gestion de l'eau et d'initiatives visant à autonomiser les femmes et les jeunes. Oxfam soutient aussi une gestion améliorée des ressources naturelles et pour la prise en considération des effets que subissent les politiques économiques au Maroc des impacts environnementaux.

2-2 World Wide Fund for Nature (WWF)

Le WWF est une entité internationale qui se consacre à la préservation de la nature et de la diversité biologique. Au Maroc, la mission principale de WWF est de protéger les écosystèmes vulnérables, de combattre la déforestation et d'assurer une gestion durable des ressources marines. L'ONG organise des campagnes de sensibilisation pour la protection de la biodiversité et appuie des initiatives destinées à préserver les espèces en danger dans le pays, telles que le lion de l'Atlas ou les tortues marines.

En partenariat avec les autorités nationales et locales, WWF travaille aussi pour inclure les problématiques écologiques dans les politiques publiques au Maroc. Ses initiatives comprennent la gestion durable des zones protégées, l'encouragement des énergies renouvelables et la diminution de l'impact écologique. L'ONG collabore également avec des communautés locales afin d'améliorer leurs pratiques agricoles et leur disposition à s'adapter aux changements climatiques.

Selon WWF France, elle a identifié trois écosystèmes en danger au Maroc : l'eau, le littoral et les forêts. A cet effet, elle a mis en œuvre depuis juillet 2018, un projet au Royaume dans le but de mobiliser les acteurs publics pour instaurer des « politiques d'adaptation solides » qui répondent aux problématiques locales⁵³²⁸.

De ce qui précède, on conclut que Les organisations non gouvernementales internationales ont une influence notable sur la gouvernance du Maroc, notamment en ce qui concerne la protection des droits de l'homme et la préservation de l'environnement. Ces organisations, par le biais de leurs démarches de plaidoyer, d'étude et de sensibilisation, participent à la perfection des politiques publiques tout en respectant les engagements internationaux du pays. Leur partenariat avec des intervenants locaux et leur aptitude à influencer les décisions politiques au Maroc les rendent des parties prenantes majeures dans la mise en place et la promotion d'une gouvernance plus inclusive et respectueuse des droits de base et de l'environnement.

❖ Bibliographie

ALM (27 JUIN 2016), La BAD prête au Maroc pour appuyer la gouvernance de la protection sociale : 134,5 millions de dollars pour «Hakama», <https://aujourd'hui.ma>.

Arabfund.org (01 décembre 2023), Le Fonds arabe, incarnation de l'action arabe commune, <https://www.arabfund.org/introduction>.

Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement, La BERD : Investir pour des vies meilleures, Mars 2014, pp. 1. <https://www.ebrd.com>.

Banque mondiale. (2017). Rapport sur la gouvernance et le développement dans la région Moyen-Orient et Afrique du Nord. Washington, DC : Banque mondiale.

Banque mondiale. (2023). Worldwide Governance Indicators (WGI). Washington, DC : World Bank.

⁵³²⁷ OXFAM, synthèse rapport OXFAM : un Maroc égalitaire, une taxation juste, HEM Research Center. <https://www.economia.ma/fr>.

⁵³²⁸ Voir : OXFAM France, Maroc et Tunisie : vers l'adaptation au changement climatique avec les ONG locales. <https://www.wwf.fr/projets/maroc-tunisie-adaptation-changement-climatique>

Banque mondiale (29 octobre 2013), La Banque mondiale approuve un prêt de 200 millions de dollars à l'appui des réformes sur la transparence et la responsabilité publique au Maroc.

Banque Mondiale (1989), Long-Term Perspective Study (LTPS) -- Sub-Saharan Africa : From Crisis to Sustainable Growth, Errata sheet

BEI, La Banque européenne d'investissement (BEI) au Maroc, 02/05/2023, accessible depuis le lien : https://www.eeas.europa.eu/sites/default/files/documents/2023/BEI_FR.pdf

BEI (2023), Comment dépenser judicieusement, 27 juillet 2023. <https://www.eib.org/fr>.

BEI, La banque de l'Union européenne - La BEI, 1958-2008, <https://www.eib.org/fr/publications/the-bank-of-the-european-union-1958-2008>

BERD (2024), Projet Stratégie-Pays pour le Maroc 2024-2029 (Morocco Country Strategy), 20 mars 2024, pp. 4.

BID (18 octobre 2023), Conférence de S.E. Dr Muhammad AL JASSER Président du Groupe de la Banque islamique de développement à L'Université Mohammed V – Rabat, « Rôle et impact du Groupe de la BID dans l'appui à ses pays membres et au Maroc pour un développement socioéconomique inclusif et durable », <https://www.isdb.org/fr>.

cg.gov.ma, Le Maroc renforce sa coopération avec l'OCDE, Mardi 25 juin 2019, <https://www.cg.gov.ma/fr>
Challenge (2 décembre 2015), Gouvernance : La banque mondiale accorde 2 milliards de DH au Maroc, accessible depuis le lien électronique : <https://archive.challenge.ma/gouvernance-la-banque-mondiale-accorde-2-milliards-de-dh-au-maroc-60658/>

Chef du gouvernement Marocain, Circulaire n° 9/2014 Rabat, le 09 septembre 2014

Commission européenne. (2022). EU–Morocco Partnership Report. Bruxelles : Union européenne.

Commission Européenne (2012), Fiche action pour le Maroc, pp. 18-19, <https://neighbourhood-enlargement.ec.europa.eu>

Fayolle, A. (2019). La Banque européenne d'investissement : un partenaire historique de la rive sud de la Méditerranée. Revue d'économie financière, pp. 104
<https://doi.org/10.3917/ecofi.136.0103>

Fond monétaire international, Le FMI et la bonne gouvernance, <https://www.imf.org/fr>

Fond monétaire international (1997), Bonne gouvernance : Le rôle du FMI, Washington, DC 20431 États-Unis.
<https://www.imf.org/fr>

FMI, Communiqué de Presse n°16/355 du 22.07.2016. www.imf.org

FMI, Communiqué de Presse n°18/477, du 17 décembre 2018.

FMI, Communiqué de Presse n°23/104 du 3 avril 2023,

FMI, Communiqué de Presse n° 23/327 du 28.09.2023,

FMI, Communiqué de Presse n 19/408 du 11.11.2019

Idbourse, Le Maroc éligible au fonds de soutien de 50 Milliards de dollars du FMI, 5 novembre 2022. <https://www.idbourse.com>

Fukuyama, F. (2013). What Is Governance ? Governance, 26(3), 347-368.

Gaouane, Z., & Elie, M. (La bonne gouvernance au Maroc : l'action du PNUD, Un entretien avec Myrième Zniber-Sefrioui), Institut de recherche et débat sur la gouvernance (IRG), consulté le 28/03/2024, <http://www2.institut-gouvernance.org/>

Gouvernance en Afrique : La BAD offre plus d'un demi-million de dollars au CAFRAD, 30/06/2017, <https://lesec.ma>.

Grindle, M. S. (2010). Good Governance : The Inflation of an Idea. Harvard Kennedy School Working Paper, RWP10-023.

Groupe de la Banque mondiale, La Banque mondiale soutient la modernisation du secteur public du Maroc, 15 décembre 2021,

<https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2021/12/15/world-bank-supports-the-modernization-of-morocco-public-sector>

Groupe de la Banque Africaine de développement -Département de la gouvernance (OSGE)- (2016), CADRE STRATÉGIQUE ET PLAN D'ACTION POUR LA GOUVERNANCE, GAP II Promouvoir la bonne gouvernance et l'obligation de rendre compte pour la transformation de l'Afrique 2014 – 2018, pp. 17, www.afdb.org
Groupe de la Banque Africaine de Développement, Gouvernance économique et financière. <https://www.afdb.org/fr/topics-and-sectors/sectors/economic-financial-governance>
Hana DOUMAL, Le Maroc et L'Arbitrage Cirdi, Réflexion sur la compétence, Master de recherche droit des pays arabes, Université Paris 1, Panthéon- Sorbonne, 2010-2011.

HCP.ma, Le Plan de Developpement Economique et Social 2000-2004 Volume 1 Les Orientations et Les Perspectives Globales De Developpement Economique et Social, Pp. 123, accessible sur : <https://www.hcp.ma/file/230802/>

HCP.ma, IBID.

Isdb.org

Isdb.org, Profil de La Banque Islamique de Développement, <https://2022.ar.isdb.org>.

Isdb.org, Lives and Livelihoods Fund, Le modèle de financement innovant du Fonds LLF, <https://www.isdb.org/fr/llf/financing-model>

Isdb.org, Lives and Livelihoods Fund, Projets approuvés, <https://www.isdb.org/fr>

Jean-Pierre Chauffour (2018), Le Maroc à l'horizon 2040, Groupe de la Banque Mondiale, Avant propos pp. xv. <http://dx.doi.org/10.1596/978-1-4648-1078-7>

Kaufmann, D., Kraay, A., & Mastruzzi, M. (2011). The Worldwide Governance Indicators : Methodology and Analytical Issues. Hague Journal on the Rule of Law, 3(2), 220-246.

La finance pour tous, Institutions financières internationales, mise à jour le 07 juin 2024,

La vie économique, DG du FMI : En matière d'éducation et d'infrastructures, le Maroc est un "point lumineux". Publié le 8 octobre 2023 à 18h22, <https://www.lavieeco.com/>

Le360.ma, Financement : comment la BERD est devenue un partenaire de référence du Maroc, publié le 04/01/2024 à 19h14, par Nabil Ouzzane. <https://fr.le360.ma>.

L'Economiste, Maroc : 11,2 milliards de dollars mobilisés par la BM entre 2011-2021 | Le 20/02/2024 - 18 :36, Accessible depuis le lien : <https://www.leconomiste.com/flash-infos/maroc-11-2-milliards-de-dh-mobilises-par-la-bm-entre-2011-2021>

L'Economiste Maghrébin, La BERD ouvre un deuxième bureau au Maroc, 2 octobre 2017. <https://www.leconomistemaghrebin.com>.

Le Matin (2014), Complexe solaire Ouarzazate, la BEI approuve un prêt de 150 millions d'Euros pour la central Noor 3, 12/11/2014. <https://www.cfcim.org>.

Le Matin (2015), Le Maroc condamne la «partialité» et le «manque d'objectivité» du rapport d'Amnesty International, 19 mai 2015. <https://lematin.ma>

L'opinion (12-12-2012), Gouvernance Economique : Le programme «Hakama» vu par la BAD, Responsabilisation et reddition des comptes, www.maghress.com/fr.

Maroc Hebdo (23-10-2015), Banque Mondiale : Un second prêt de 200 millions de dollars pour appuyer "Hakama", par Reda Bansaoud, accessible depuis le lien : <https://www.maroc-hebdo.press.ma/banque-mondiale-un-second-pret-de-200-millions-de-dollars-pour-appuyer-hakama>

Maroc.ma (2023), L'économie marocaine est "très dynamique" et "tournée vers l'avenir" (la Directrice générale du FMI), 12 Octobre 2023, <https://www.maroc.ma/fr>.

MAP (19/06/2019), Signature de deux accords de financement de 2,27 MMDH entre le Maroc et le Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES), <https://www.maroc.ma/fr>.

MAP (2022), Rapport de HRW : la partie réservée au Maroc présente des données "sans fondements ni réels ni juridiques" (DIDH), 24 janvier 2022. <https://www.mapnews.ma/fr>.

MAP (2024), Plus de 400 millions d'euros investis par la BERD au Maroc dans le domaine de l'eau (directeur), 22 Février 2024. <https://www.mapnews.ma/fr>.

Mapnews (2023), La BEI ambitionne de soutenir des projets à fort impact socio-économique et environnemental au Maroc (responsable), 03 octobre 2023, accessible depuis : <https://www.mapnews.ma/fr/>.

Ministère Marocain de l'Economie et des Finances (le 30 janvier 2018), Déclaration du Fonds monétaire international, du Fonds arabe pour le développement économique et social et du Fonds monétaire arabe à l'issue de la conférence sur la promotion de la croissance, de l'emploi et de l'inclusion dans le monde arabe, <https://www.finances.gov.ma/fr/>.

Ministère de la santé et de la protection sociale, Coopération Internationale En Sante 2020, pp. 34, <https://www.sante.gov.ma>.

Ministère Marocain de l'Economie et des Finances (29/01/2014), Renforcement de la coopération entre le Maroc et la BID, <https://www.finances.gov.ma/fr/>.

Ministère de la santé et de la protection sociale, Coopération Internationale En Sante 2020, pp. 34, <https://www.sante.gov.ma/Documents/2022/03/coop%C3%A9ration%20en%20sant%C3%A9%202020.pdf>

Ministère Marocain de l'Economie et des Finances (le 05 mai 2009), La Banque Islamique de Développement accorde au Maroc un prêt et deux dons, <https://www.finances.gov.ma/fr/>

Ministère Marocain de l'Economie et des Finances (05/05/2009), Ibid.

Mordacq, P. (1994). La BERD et les institutions de Bretton Woods. Revue d'économie Financière, pp. 432. accessible depuis le lien : <http://www.jstor.org/stable/42903238>

Morgan Philips, La stratégie pour la gouvernance économique en Afrique - SEGA, quels enjeux et opportunités pour le continent ?

<https://www.morganphilips.com/fr->

Naoumi, S., La finance participative : un levier fort pour la mobilisation des ressources, Le Matin.ma, 20 février 2020 À 18 :22, consulté le 31.03.2024, <https://lematin.ma>

Nations Unies. (2015). Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030. New York : Organisation des Nations Unies.

OCDE (2023), Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales sur la conduite responsable des entreprises, Éditions OCDE, Paris, PP. 11, <https://doi.org/10.1787/0e8d35b5-fr>.

OCDE (09 novembre 2016), Étude de l'OCDE sur la Gestion des Risques Maroc : Principaux résultats, pp. 4, <https://www.oecd.org/fr/>

OCDE (9 novembre 2015), Initiative MENA-OCDE pour la gouvernance et la compétitivité à l'appui du développement, Comité de pilotage de l'Initiative MENAOCDE pour la gouvernance et l'investissement à l'appui du développement, Orientations stratégiques de l'Initiative MENA-OCDE pour 2016 et au-delà, pp.4, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). (2017). Recommandation du Conseil sur l'intégrité publique. Paris : OCDE.

Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). (2023). Examens de l'OCDE sur la gouvernance publique : Maroc. Paris : Éditions OCDE.

Organisation des Nations Unies pour le développement (PNUD). (2022). Rapport sur le développement humain. New York : PNUD.

Organisation des Nations Unies. (2004). Convention des Nations Unies contre la corruption. New York : ONU. OHCHR.ORG, Statut de ratification pour Maroc,

OXFAM, synthèse rapport OXFAM : un Maroc égalitaire, une taxation juste, HEM Research Center. <https://www.economia.ma/fr>.

OXFAM France, Maroc et Tunisie : vers l'adaptation au changement climatique avec les ONG locales. <https://www.wwf.fr/projets/maroc-tunisie-adaptation-changement-climatique>

Paul R Masson et Micheal Mussa (1995), le role du FMI : le financement et ses interactions avec l'ajustement et la surveillance, Fonds Monétaire International, Série des brochures n°50-F www.elibrary.imf.org

Pierre, J., & Peters, B. G. (2021). Governance, Politics and the State (2nd ed.). London : Palgrave Macmillan.

PNUD, Governance for Sustainable Human Development, document de politique général, New York, 1997, pp. iv.

PNUD Maroc : A propos, sur : <https://www.undp.org/fr/morocco/propos>

PNUD, Le PNUD Maroc lance son Programme pays 2023-2027, 15 MARS 2023 <https://www.undp.org/fr/>

PNUD, Signature du projet « Appui à la mise en œuvre du Plan d'Action National en matière de Démocratie et des Droits de l'Homme (2019-2022) », 5 décembre 2018, consulté le 03.02.2024, accessible depuis : <https://www.undp.org/fr/morocco>.

PNUD, Tanger accueille une Conférence Internationale sur "la Transformation digitale du système judiciaire : vecteur d'une justice efficiente et inclusive", 9 février 2024, consulté le 05.02.2024, accessible depuis : <https://www.undp.org/fr/morocco>

PNUD, Le PNUD Maroc et le MCRPSC co-organisent le Forum National sur la Transformation Numérique des OSC au Maroc, 23 décembre 2023, accessible depuis : <https://www.undp.org/fr/morocco>

PNUD, Renforcement des villes africaines pour un avenir durable : Retour sur l'Urbanshift City Academy à Marrakech, 22 FÉVRIER 2024, accessible depuis : <https://www.undp.org/fr/morocco>.

Portail du Maroc (3 février 2016), Le FADES accorde au Maroc un prêt de 500 MDH pour le financement des PME, <https://portailsudmaroc.com/>.

Portailsud maroc (19 juin 2019), Le FADES accorde deux prêts d'une valeur de 2,28 milliards de DH au Maroc, accessible sur : <https://portailsudmaroc.com>

Rapport du Groupe d'évaluation indépendant (IEG) de la Banque mondiale intitulé "L'engagement du Groupe de la Banque mondiale au Maroc 2011-2021", dévoilé lors d'un webinaire le 20 février 2024.

Rosenau, J. N. (1995). Governance in the Twenty-First Century. Global Governance, 1(1), 13-43.

Ruggie, J. G. (1992). Multilateralism : The Anatomy of an Institution. International Organization, 46(3), 561-598.

Royaume du Maroc. (2011). Constitution du Royaume du Maroc. Rabat : Secrétariat général du Gouvernement.

Royaume du Maroc. (2021). Nouveau Modèle de Développement : Libérer les énergies et restaurer la confiance pour accélérer la marche vers le progrès et la prospérité pour tous. Rabat : Commission spéciale sur le modèle de développement.

Telquel.ma (Le 18 octobre 2023), Le Maroc et la Banque Islamique de Developpement concluent leur partenariat strategique 2024-2027, <https://telquel.ma>.

United Nations Development Programme (UNDP). (2014). Governance for Sustainable Development : Integrating Governance in the Post-2015 Development Framework. New York : UNDP.

United Nations Research guides, Multilatéralisme : à propos de l'histoire du multilatéralisme,

Weiss, T. G., & Wilkinson, R. (2018). International Organization and Global Governance (2nd ed.). London : Routledge.

World Bank. (2024). Morocco Economic Monitor : Strengthening Governance and Public Sector Performance. Washington, DC : World Bank.